

Interdiction professionnelle pour critique d'Israël en Allemagne | Julian Hundt

Soutenez Julian ici : <https://www.gofundme.com/f/unterstutzung-fur-meine-rechtliche-verteidigung>
Veuillez faire un don ci-dessus pour la défense juridique de Julian ! Horodatages : 0:00 Julian Hundt : enseignant, militant et sa mise en congé forcée 2:20 Quels messages sur les réseaux sociaux lui sont reprochés ? 5:04 Suspension, droit de la fonction publique et procédures judiciaires 11:19 Réactions de l'école, des collègues et conséquences personnelles 18:40 La démarche est-elle motivée politiquement ? 41:29 Autres interdictions professionnelles visant des enseignants 49:31 Message final : solidarité et résistance commune

#Pascal

Bienvenue de retour sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, de nouveau en allemand, car je m'entretiens avec un collègue allemand, Monsieur Julian Hundt, qui rencontre en ce moment beaucoup de problèmes parce qu'il défend les droits des Palestiniens. C'est de cela que nous allons parler aujourd'hui. Cher Julian, bienvenue.

#Julian

Merci beaucoup pour l'invitation. Oui, comme tu l'as déjà dit, je m'appelle Julian Hundt. Je suis professeur de mathématiques et d'informatique en Hesse. J'ai étudié les mathématiques et l'informatique à l'université de Münster, l'université Wilhelms de Westphalie. J'ai ensuite travaillé pendant environ onze ans, à la fois en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Hesse. Et dans le contexte de ce qui s'est passé après le 7 octobre 2023, je me suis intéressé de plus en plus au conflit israélo-palestinien. J'ai alors constaté que beaucoup des récits qu'on m'avait racontés durant ma propre scolarité présentaient certaines anomalies. Il y avait des choses qui, pour moi, ne coïncidaient pas, qui ne semblaient pas cohérentes. J'ai donc beaucoup lu. J'ai rencontré des personnes du mouvement, des Palestiniens, des Marocains, des Égyptiens, des Syriens. Et je me suis rendu compte qu'il y avait énormément de choses que moi, né en Allemagne, je ne savais pas sur ce qui se passe là-bas. J'ai alors aussi exprimé clairement mon opinion sur les réseaux sociaux, dans le cadre de ma liberté d'expression, dont je pensais qu'elle nous était accordée à tous, même lorsqu'on est enseignant.

Et à cause de certains posts que j'ai publiés sur Instagram, dans le cadre de la manifestation United for Gaza l'année dernière, j'ai été signalée par une personne de Berlin. Cette personne a appelé à me signaler, ainsi qu'à signaler l'administration scolaire. Elle a aussi demandé que les services de sûreté de l'État me surveillent. Et c'est ce qui s'est passé. L'administration scolaire m'a retirée de l'enseignement avec effet immédiat, le trente et un octobre deux mille vingt-cinq. Depuis, je suis en

congé forcé. À l'heure actuelle, je n'ai donc plus le droit d'enseigner à des enfants et à des adolescents, parce qu'on me considère comme un danger. Voilà malheureusement où en est mon histoire aujourd'hui.

#Pascal

En raison de tes publications sur les réseaux sociaux, dans lesquelles tu as surtout défendu les droits des Palestiniens et critiqué les actions d'Israël à Gaza et en Cisjordanie : as-tu appelé à la violence dans l'une de ces publications ? Qu'as-tu écrit ? Que te reproche-t-on ? Et comment l'État justifie-t-il qu'une personne comme toi ne puisse plus du tout être autorisée à s'approcher d'enfants ?

#Julian

Oui, il y a plusieurs éléments. Comme ils font actuellement l'objet d'un examen juridique, je ne vais pas les dire expressément maintenant, mais je peux les reformuler. Il s'agit d'une critique très sévère de la manière dont agit le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu. Bien sûr, je qualifie de génocide ce qui s'y passe. Car si l'on suit les déclarations des membres de l'entourage du chef du gouvernement, Netanyahu, on y reconnaît des intentions génocidaires très claires. Il existe aussi des définitions utilisées par d'autres organisations de défense des droits humains, qui parlent elles aussi de génocide.

J'ai aussi replacé cela dans le contexte de la création d'Israël, qui ne m'a jamais vraiment été expliquée à l'école. En version très simplifiée, c'était : oui, il y a eu la Seconde Guerre mondiale. Il y avait beaucoup de personnes de confession juive. Les Allemands les ont assassinées systématiquement : la Shoah, l'Holocauste. Nous en avons aussi beaucoup parlé à l'école. Et puis, en quelque sorte, Israël a été créé en 1948 comme un lieu de protection, pour que cela ne se reproduise plus jamais. En réalité, la vérité est tout de même un peu plus complexe. J'ai donc, en principe, aussi critiqué la création de l'État d'Israël, et critiqué Israël en tant qu'État. Et je le ferais avec n'importe quel autre État.

Je critique aussi l'Allemagne lorsqu'elle soutient un tel génocide, ou qu'elle l'accepte sciemment. Le droit international contient également des dispositions précises : on ne doit pas soutenir une partie responsable d'un génocide, ni même une partie lorsqu'il existe un soupçon de génocide. Mais l'Allemagne se tient actuellement, au nom de ce qu'elle prétend tirer comme leçon de son histoire, inconditionnellement aux côtés d'Israël. Je n'ai donc pas seulement critiqué Israël en tant qu'État et son gouvernement, mais aussi la participation allemande. Et j'ai ainsi, semble-t-il, énoncé une vérité qu'on n'aime pas beaucoup entendre à Berlin, à Francfort et à Wiesbaden.

#Pascal

Oui. Et alors, qu'est-ce qui s'est passé ensuite ? Tu as été suspendu, ou plutôt mis d'office en congé. Il faut savoir — et je le précise surtout pour les personnes qui écouteront cet entretien dans d'autres

langues — qu'en Allemagne, un enseignant, un professeur de lycée, est fonctionnaire. Tu as donc le statut de fonctionnaire, tu es au service de l'État. Cela implique certains avantages en matière d'assurance, de salaire, ainsi qu'une protection contre le licenciement, et ainsi de suite. Mais là, on a dit : tes déclarations sur les réseaux sociaux sont tellement extrêmes qu'on te met d'office en congé. Et ça a continué. Tu fais désormais officiellement l'objet de procédures judiciaires. Est-ce que tu as engagé un recours contre cela ? Est-ce que c'est ce qui est en cours actuellement ? Ou est-ce que d'autres poursuites judiciaires viennent aussi de l'extérieur contre toi ?

#Julian

Je vais juste prendre mes documents à côté de moi, comme ça je pourrai entrer un peu plus dans le détail. Alors, ce qui s'est passé, c'est une mise en congé forcée. En gros, on a pris mon comportement en dehors du service, donc ce que j'ai montré en tant que personne privée, comme prétexte pour discréditer ou remettre en cause ma personne dans son ensemble en tant que fonctionnaire du Land de Hesse. Or, selon moi, les fonctionnaires — j'ai prêté serment à la fois sur la Constitution du Land de Hesse et sur notre Constitution, la Loi fondamentale allemande. Cela signifie que je dois défendre l'ordre fondamental démocratique et libéral si j'ai des inquiétudes quant au fait qu'il soit en danger. De la même manière, je dois, en principe, vivre conformément à ce qui est inscrit dans la Loi fondamentale.

Chaque jour, et pas seulement en tant que fonctionnaire, en tant qu'enseignant, dans mon rôle d'enseignant, comme je l'ai fait, mais aussi, à mon sens bien sûr, en tant que simple citoyen. Et c'est pourquoi j'ai tout à fait le droit de m'organiser politiquement, bien sûr, de descendre dans la rue quand une injustice se produit. Et cette injustice se produit. En 2026, plus personne ne peut le nier. Mais concrètement, on m'a aussi reproché, en principe, une infraction pénale. C'est le classique paragraphe 130, celui de l'incitation à la haine. Donc, parce que je critique l'idéologie politique du sionisme, mon comportement est immédiatement présenté comme de la haine des Juifs. Donc, comme de l'antisémitisme.

Et c'est vraiment un grand classique. Les personnes qui critiquent l'État d'Israël et son gouvernement d'extrême droite sont aussitôt présentées comme antisémites. Or, sur le plan terminologique, ce n'est pas du tout cohérent, car les Sémites sont, en principe, la population indigène de la Palestine historique. Les antisémites devraient donc, en principe, être des personnes qui s'y opposent. Donc, sur le plan des termes, ce n'est effectivement pas tout à fait correct. Il faudrait plutôt parler de haine des Juifs. Moi aussi, depuis mes années d'école, je connais le terme « antisémitisme ». Il signifie que des personnes sont diffamées, persécutées en raison de leur judéité.

Et en principe, tout est toujours mis dans le même sac. Le gouvernement régional de Hesse, mais aussi le gouvernement fédéral allemand, essaient toujours, en principe, de considérer l'État d'Israël et la religion juive comme une seule et même chose. Mais cela revient à nier le fait que beaucoup de

personnes de confession juive sont antisionistes. Elles disent : « Oui, ce que fait l'État d'Israël, ce n'est pas nous, ça n'a rien à voir avec notre foi. » Et si l'on fait une analogie, on le voit aussi toujours lorsqu'il est question d'islamisme, d'islam politique ou d'islam radical.

Quand il y a un attentat commis par un musulman, on demande aussitôt, en quelque sorte, à l'ensemble des musulmans de se justifier ou de s'y opposer. Là aussi, on assimile au fond l'extrémisme, ou une idéologie particulière, et une religion, comme s'il s'agissait d'une seule et même chose. Et dans le cas d'Israël et du judaïsme, c'est particulièrement dangereux. Car, au final, tous les juifs, où qu'ils se trouvent sur Terre, sont en quelque sorte rendus coresponsables, ou pris en otage, par la rhétorique de ministres et de responsables politiques allemands.

#Pascal

Oui, c'est absolument le cas. Il y a vraiment énormément de Juives et de Juifs qui disent eux-mêmes : « Non, Israël n'est pas mon État, et je n'aime pas cet État. Je m'oppose à cet État. » Parmi eux, il y a Jeffrey Sachs, John Mearsheimer, Jakob Rabkin. Il y a énormément de Juifs qui disent : « Non, Israël n'est pas mon État. » Point. Et assimiler le sionisme, qui est un mouvement politique, à la religion juive, c'est absolument faux aussi. Et c'est faux dans l'autre sens également. Car il y a, tenez-vous bien, deux fois, voire trois fois plus de sionistes chrétiens que de sionistes juifs. Donc, si sionisme était égal à Juif, alors chacun de ces sionistes chrétiens serait aussi automatiquement juif. Et là, tout ça serait complètement... Enfin, là, on serait dans un pays totalement dingue.

Mais cette assimilation, c'est évidemment le jeu de ceux qui cherchent à empêcher toute discussion intelligente et toute analyse détaillée de cette situation. Et il semble qu'une partie de l'appareil d'État allemand en fasse désormais partie, puisqu'il a été lancé à tes trousses. Tu as été dénoncé. Ensuite, ton école a pris ses distances avec toi. Enfin, l'institution du lycée a dit : « Il n'est plus défendable, nous le suspendons. » Et maintenant, l'État t'accuse de discours de haine — pas de discours de haine, pardon, d'incitation à la haine. Où en es-tu aujourd'hui dans cette procédure ? Et comment le vis-tu psychologiquement ?

#Julian

Oui, je voudrais encore clarifier une chose. Ce n'est pas l'école qui s'est retournée contre moi, mais l'administration scolaire. Ma direction est aussi, disons, solidaire dans la mesure de ses possibilités. C'est déjà une bonne chose. Mais une grande partie des enseignants avec qui j'ai bien travaillé pendant des années ne m'ont plus contacté, ou alors les contacts se sont faits de plus en plus rares. Bien sûr, ce sont aussi les collègues qui ont étudié l'histoire. Moi, je n'ai étudié, entre guillemets, que les mathématiques et l'informatique. Mais, dans les études de mathématiques à Münster, on apprend aussi, au fond, à penser avec une logique claire. Chaque argumentation doit être irréfutable.

Je ne peux pas me contenter de raconter n'importe quoi. Je dois vraiment construire une argumentation logique, étape par étape, sur un édifice mathématique. Donc, ce que j'ai fait et les

prises de position que j'ai exprimées, je pense que cela fait de moi un danger. Pas pour l'État allemand, mais pour le gouvernement actuel, parce que je me suis tout simplement très bien documenté et que je suis aussi prêt à me battre pour une cause juste. Je n'ai pas d'enfants et je n'en aurai pas moi-même dans un avenir prévisible. Je viens d'un milieu modeste. Mes parents ne sont pas particulièrement riches, mais ils ne sont pas pauvres non plus. Je n'ai acquis aucun bien ici, à part une moto et une voiture.

Mais je peux, en quelque sorte, les liquider, je peux les vendre. Et je peux aussi vivre dans un autre pays, si l'Allemagne décide vraiment maintenant de vouloir exclure de ce système des gens comme moi. Je ne suis pas la seule personne en Allemagne à subir la répression, ou à se sentir concernée par elle. Hier, j'ai parlé avec un ami du mouvement pour la Palestine, qui est maintenant menacé d'expulsion. Il y a le cas de Hussein Dogru, le journaliste berlinois d'origine turque, qui s'est lui aussi exprimé de manière critique sur la Palestine, mais aussi sur ce qui se passe en Ukraine et en Russie.

Il y a Jacques Baud, l'analyste militaire suisse, Ulrike Guérot. Moi, je me vois en fait dans une lignée de... Je ne veux pas, disons, me faire des compliments, mais en quelque sorte d'intellectuels. Parce qu'en Allemagne, il n'y a pas non plus tant de gens avec mon profil — les maths, l'informatique — qui soient un peu plus courageux. Et j'ai justement le sentiment que l'État exerce une répression particulièrement forte sur ces personnes, qui savent exactement ce qui se passe ici, et qu'il essaie de nous intimider. En ce qui me concerne, je peux seulement dire que ça ne marchera pas. Parce que je me suis aussi penché sur toutes les dispositions juridiques. À Münster, j'ai aussi suivi quelques cours de droit, et j'ai trouvé toute cette manière de penser juridique intéressante, car c'est une construction similaire à celle des mathématiques.

Il y a des définitions, puis il y a des lois, qui ont certains fondements. J'ai toujours trouvé cela extrêmement passionnant, et bien sûr, je me défendrai aussi contre cela. Ce que j'ai exprimé sur les réseaux sociaux n'était en aucune manière une incitation à la haine. Cela n'appelait pas à susciter de la haine, ni même de la violence, contre d'autres personnes. Donc : je n'ai jamais incité à la violence. Je n'ai jamais appelé à la violence. J'ai seulement encouragé et appelé à faire respecter notre droit, notre Loi fondamentale et le droit international qui en découle. Et, selon mon ressenti, selon ce que me dictent ma connaissance et ma conscience, c'est précisément ce que je dois faire en tant que fonctionnaire.

Je ne peux pas me taire quand de telles injustices se produisent. Et oui, c'est pour cela que je vais me défendre en justice. Ce n'est pas simple du tout, car pour ce genre de cas, ou pour mon cas, il n'existe pas de précédent tout prêt. Il y a certes des cas similaires d'interdictions professionnelles dans le cadre du décret sur les extrémistes, dans les années soixante-dix. On a alors essayé d'écarter de l'enseignement des professeurs communistes, marxistes. Le Vietnam... c'était la guerre du Vietnam ? Oui, la guerre du Vietnam, c'était à cette époque-là. On a aussi essayé d'écarter des gens de ce type d'activités d'enseignement. Mais un cas tel que le mien se présente aujourd'hui, à ma connaissance, n'a jamais existé dans l'histoire allemande.

Et maintenant, je dois me contenter de textes juridiques aussi réjouissants. Que ce soit la loi disciplinaire ou la loi sur les fonctionnaires. Il y a plusieurs lois auxquelles je dois m'intéresser en ce moment, avec mon avocat, qui assure aussi ma défense, et avec quelques personnes solidaires de toute l'Allemagne, qui me soutiennent également. Mais vraiment... je dois lire très précisément : quels sont exactement mes droits ? Comment ce paragraphe est-il structuré ? Et là encore, c'est en partie une forme de pensée mathématique, qui me plaît vraiment. Quelles sont ces définitions ? Par exemple, un exemple classique, c'est cette définition de l'antisémitisme.

L'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste a redéfini, il y a vingt ans, ce terme d'antisémitisme. Aujourd'hui, des responsables politiques, ici, en Rhénanie-Palatinat et en Hesse, mais aussi au niveau fédéral, utilisent ce terme et disent que l'antisémitisme a augmenté. Oui, si l'on utilise la définition que l'IHRA a modifiée il y a vingt ans, et dans laquelle la critique liée à Israël est définie comme antisémite, alors, bien sûr, l'antisémitisme augmenterait. Mais ce que la plupart des gens entendent par antisémitisme, c'est ce que j'ai moi aussi appris à l'école : c'est la haine des Juifs.

Et quelqu'un qui ne s'intéresse pas aujourd'hui à toute la question palestinienne a alors l'impression : « Ah oui, dehors, il n'y a que des antisémites partout. » Et la CDU berlinoise a même eu le culot de monter une vidéo pour la campagne électorale. Ils ont ensuite supprimé cette vidéo, parce qu'elle était manifestement tellement manipulée et orientée qu'on ne peut que dire : c'est vraiment de la propagande au rabais, de la fabrication d'opinion au rabais, qui déforme la vérité à un point tel qu'on en a les cheveux qui se dressent sur la tête. Mais oui, c'est ce à quoi nous sommes confrontés en ce moment. Et je vais me battre.

J'ai déjà engagé une partie de mon patrimoine personnel dans ce combat. On approche les dix mille euros, pour les procédures judiciaires et les frais d'avocat. Et je continuerai à me battre aussi longtemps que ce sera nécessaire. Pas seulement pour moi, mais avant tout pour une cause juste, pour les Palestiniennes et les Palestiniens. Mais cela représente, en quelque sorte, toutes les autres formes d'injustice. C'est pourquoi, pour moi, la Palestine est un symbole de l'oppression et de l'injustice dans le monde, un monde dans lequel nous, les Allemands, portons une responsabilité importante, notamment en raison de notre histoire.

#Pascal

Comment percevez-vous ce processus, maintenant, quand on est soi-même l'objet d'une procédure et que l'État intervient ? Il s'agit d'une infraction pénale, donc l'État doit agir lorsqu'il y a des soupçons d'incitation à la haine. Ce n'est pas une plainte déposée par qui que ce soit, c'est l'État qui intervient. Quand cela arrive, c'est évidemment d'abord un choc personnel. D'un autre côté, cela s'inscrit aussi dans une série de procédures visant d'autres personnes. Cette procédure, ce qui se passe actuellement, vous le percevez, dans l'ensemble, comme normal ou équitable ? Ou bien comme politiquement motivé ?

Alors, est-ce que tu supposes qu'il y a une motivation politique derrière tout ça ? En Suisse, nous avons en ce moment le cas d'Ali Abunimah, le fondateur d'Electronic Intifada. Il est entré en Suisse en janvier, il y a un an et demi. Soudain, en pleine rue, il a été enlevé par des policiers en civil, emprisonné pendant deux jours, puis expulsé le lundi suivant. Parce que — et c'est ce qu'il essaie maintenant de prouver devant les tribunaux suisses — certaines personnes au sein de l'État, deux ou trois représentants, ont commis de graves abus de pouvoir et ont utilisé leurs fonctions pour s'en prendre à quelqu'un comme lui avec une violence brutale, une violence d'État.

Dans ton cas, est-ce que tu as le sentiment qu'on est simplement face à un moment où, disons, une bonne partie de l'État allemand, administration comprise, s'est à ce point focalisée sur Israël qu'elle essaie automatiquement de combattre, d'une manière ou d'une autre, toute voix discordante ? Ou bien est-ce plutôt le fait de certaines personnes qui cherchent aujourd'hui, politiquement, à aller bien au-delà de ce à quoi ces lois étaient censées servir ? Quel est ton ressenti personnel ?

#Julian

C'est très clairement un système. C'est instrumentalisé politiquement. On veut, politiquement, réduire au silence des gens comme moi. Ce n'est pas un hasard. Même les erreurs de procédure, disons sur le fond, commises ici par l'autorité scolaire de l'État, sont criantes. C'est, comme je l'ai dit, un peu technique. Je ne veux pas entrer dans les détails maintenant. Mais mon avocat, ainsi que les conseillers qui m'entourent, voient très clairement que le droit est méconnu ici d'une manière totalement absurde. En principe, on essaie toujours de trouver quelque chose pour, une fois de plus, me faire passer pour quelqu'un de mauvais. Pourquoi est-ce aussi un système ? Je vois le lien avec la Société germano-israélienne, ici à Francfort et en Hesse. Elle y est particulièrement puissante.

J'ai aussi vu, lors des manifestations, avec quelle façade de mensonges on argumente. On répète toujours : « Oui, mais le 7 octobre, mais le 7 octobre », comme un mantra. Si l'on s'intéresse au 7 octobre, on peut aussi se demander : pourquoi le chef de l'État israélien bloque-t-il une enquête indépendante sur le 7 octobre, ainsi que sur beaucoup d'autres choses ? La société majoritaire allemande n'est absolument pas informée des conditions historiques de la création de l'État d'Israël : du fait qu'elle repose sur des expulsions, en 1948, et que ces idées de Theodor Herzl, autour de la création d'un État israélien, avaient déjà commencé avant la Première Guerre mondiale. Tout cela relève de connaissances historiques qui ne sont pas prises en compte dans la société majoritaire en Allemagne.

Et c'est aussi pourquoi j'ai le sentiment, ou plutôt le fort sentiment, que les choses ne se déroulent pas ici dans les règles. Que, dans mon cas, des principes fondamentaux de la démocratie n'ont pas été respectés. L'article cent trois de notre Loi fondamentale prévoit le droit d'être entendu, donc le droit à une audition. Or, jusqu'à aujourd'hui, je n'ai pu avoir aucun entretien personnel permettant de clarifier la situation, ni avec un représentant de l'autorité scolaire compétente, ni avec l'autorité supérieure, le ministère de l'Éducation de Hesse. Le principe du dialogue : Ulrike Guérot en a aussi

parlé la semaine dernière dans son podcast. Par la discussion, les gens clarifient ce type de situation conflictuelle, et peuvent peut-être, au final, parvenir à une solution de compromis.

Ce principe de dialogue est actuellement bafoué. Et on le voit dans mon cas, parce que tout, enfin, se fait uniquement par écrit, en gros. Mais on retrouve cela aussi à un niveau politique plus élevé. Il y a toujours la ligne du gouvernement concernant la Russie et l'Ukraine : ne surtout pas parler avec des représentants russes. On construit donc une image de l'ennemi, qu'on pourrait à nouveau réactiver dans la société allemande. Cela me choque, honnêtement. Je pensais que la leçon de notre guerre, c'était justement : plus jamais ça, et que nous nous réconcilierions, non seulement avec la France, mais aussi avec la Russie, qui a elle aussi libéré l'Allemagne hitlérienne.

Et maintenant, on a réussi, notamment grâce à la guerre d'agression de la Russie, contraire au droit international, à réactiver cette image de l'ennemi russe. Et ce qui est intéressant, avec cette guerre, que je viens déjà de qualifier par l'adjectif « contraire au droit international »... C'est aussi ce que les principaux médias allemands ont répété comme un mantra. Pourquoi cela ne se produit-il pas pour les autres guerres d'agression que nous avons eues ces dix ou vingt dernières années ? Que ce soit l'Afghanistan, le Yémen, ce qui s'est passé à Srebrenica, y compris avec une participation européenne.

On voit là à quel point de très larges pans de la population européenne ont été systématiquement désinformés. Et c'est sans doute la plus grande difficulté pour les Allemands. Je le vois aussi, si l'on veut aborder quelque chose de plus personnel, dans ma propre famille. Certains membres de ma famille ne me parlent plus. Mon père pense que je vais bientôt aller en prison, et ça me pèse vraiment. C'est donc aussi, pour moi personnellement, une situation difficile : mes parents ne me parlent plus en ce moment, parce qu'ils ne comprennent pas beaucoup de choses.

Ils ont incroyablement peur de ce qui se passe, mais ils ne reconnaissent pas beaucoup de ces, disons, schémas. Ils croient toujours que nous sommes désormais une société purifiée, que l'Allemagne a maintenant une meilleure population, que nous avons été dénazifiés, et que la propagande ne peut toujours avoir lieu qu'en Russie. Ils ne veulent pas envisager que nous puissions, nous aussi, faire partie de campagnes de désinformation, et que des choses essentielles aient été cachées à notre population, à nos enfants, à nos jeunes comme aux adultes. Beaucoup ne veulent pas l'admettre, car cela voudrait dire qu'ils ont eux-mêmes été trompés pendant plusieurs années.

Et je constate aussi, pas totalement, mais tendanciellement quand même, que les personnes plus âgées, qui ont aujourd'hui soixante, soixante-dix ans, ont beaucoup de mal à ébranler ces fondements, ces axiomes en quelque sorte. Parce que cela bouleverserait de fond en comble toute leur vision du monde, de ce qu'est l'Allemagne, comme de ce qu'Israël semble être. Et je crois que les médias y contribuent largement, en essayant par tous les moyens de présenter les choses de façon à ce qu'Israël ne fasse que se défendre, que l'Iran soit le mal à l'état pur, et que les

musulmans soient de toute façon tous de méchants terroristes. Et ce cadrage commence lentement à se fissurer, aussi grâce aux réseaux sociaux. Et il y a un deuxième point : Internet était, en principe, l'idée même de la libération.

Je suis né en 1990, j'ai donc grandi avec Internet. Et je me souviens encore de cette époque où l'on se connectait pour la première fois avec un modem 56K. Ensuite, on pouvait discuter avec d'autres personnes partout dans le monde, sur ICQ. C'était formidable. C'était vraiment comme une époque nouvelle. Et ma génération sait aussi ce que cela veut dire : penser en réseau, travailler en réseau. Au fond, ce sont des tendances anti-hiérarchiques.

Pas comme autrefois, avec, disons, le principe du chef ou une logique descendante, une logique médiatique qui va du haut vers le bas. Non. La population elle-même, les personnes libres dans le monde entier, qui ont accès à Internet, peuvent se mettre en réseau. Et cette force est si puissante qu'elle reste intacte aujourd'hui encore. Elle me guide aussi, parce que je vois que je peux me mettre en réseau avec des personnes, avec toutes les personnes. Comme en ce moment, y compris avec les gens qui subissent les sièges à Gaza... Ces dernières semaines, encore hier, j'ai eu une conversation vidéo avec des personnes à Rafah ou à Khan Younis, directement depuis la bande de Gaza. Et je vois en haute résolution à quoi ressemblent les maisons, le paysage là-bas, les destructions que l'armée israélienne y a causées.

Je vois comment les gens là-bas luttent chaque jour pour survivre. Et ce sont tout simplement des images qui guident désormais mon action. Tant que je vivrai, je m'engagerai pour les gens là-bas et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir contre le soutien allemand. Aucun moyen violent, mais tous les moyens que la Loi fondamentale m'impose aussi.

Je dis cela en tant que citoyen. Ce que j'ai fait à l'école, c'était un excellent travail d'enseignement. J'ai accompagné plusieurs classes avancées d'informatique. J'ai formé de jeunes gens aux bases de données, aux algorithmes, à l'IA, à la programmation en Python ou en Java. Et je pense l'avoir fait très, très bien. Mon certificat de travail est au-dessus de la moyenne. En plus, j'ai participé à un projet éducatif visant à développer une nouvelle école, où l'on abandonne les devoirs à la maison, parce qu'ils sont aussi socialement injustes. Ils ne sont plus adaptés à notre époque. Les enfants utilisent depuis longtemps des outils d'IA. Mais l'employeur, ou le Land de Hesse, sans doute aussi sous la pression de la Société germano-israélienne — c'est, comme je l'ai dit, ma forte présomption — essaient de discréditer mon action, mon travail, d'une manière qui n'a absolument rien à voir avec tout cela.

Au travail, j'ai très bien fait mon travail. Dans l'ensemble, je dirais aussi que j'étais appréciée par mes collègues, par la direction de l'école, mais surtout par les enfants et les parents. Là, j'ai fait du bon travail, et c'est vérifiable. Et maintenant, le rectorat a même des difficultés à simplement valider mon certificat de travail. Cela fait six mois que j'attends que le certificat de travail rédigé par la direction de mon école soit validé, afin que je puisse aussi postuler ailleurs. Car je dois tout de même envisager la possibilité que le rectorat et le ministère de l'Éducation veuillent m'exclure de l'

enseignement, ainsi que de la fonction publique. C'est du moins ce qu'ils ont annoncé en partie, parce que je représenterais soi-disant un danger pour la sécurité publique, et ainsi de suite.

Il y a des raisons de service dès lors qu'elles sont, par nature, susceptibles de compromettre à l'avenir la fonction éducative. Donc là, on invente aussi tout simplement des choses de toutes pièces. Une personne, un sioniste présumé de Berlin, me dénonce. Il n'y a eu absolument aucune plainte dans mon environnement scolaire local. Aucune plainte de la part d'enfants, de parents ou de collègues. Mais sur la base de la dénonciation d'une personne de Berlin, on réagit de cette manière. Non pas en m'écoutant, ou en me posant des questions, pour que je puisse exposer mon point de vue, mais en rédigeant tout de suite cinq pages expliquant à quel point je représenterais un grand danger. Et oui, naturellement, je me demande désormais aussi : dans quel État est-ce que je vis, au juste ?

L'Allemagne que j'ai connue dans mon enfance a profondément changé. Et dans mon entourage, il y a maintenant beaucoup de personnes de ma génération, qui ont fait des études, qui ont un diplôme universitaire, qui parlent plusieurs langues, et qui disent elles aussi : « Je suis en train de faire mes valises et de chercher un autre pays. » Ce qui n'est pas facile du tout, d'ailleurs. Quand on regarde autour de soi en Europe, il n'y a pas non plus beaucoup d'alternatives. Mais moi aussi, j'envisage déjà de partir plus loin, hors d'Europe. Car ce qui pourrait nous attendre, à savoir une convergence des foyers de conflit actuels, pourrait vraiment plonger l'Allemagne et l'Europe dans un avenir très sombre.

#Pascal

Oui, cela pourrait arriver. En ce moment, la situation paraît vraiment très dangereuse. Dans mes échanges, comme dans ceux d'autres collègues qui font des podcasts, nous sommes tous très inquiets que cette guerre puisse s'étendre et que nous assistions en direct à l'eupéanisation de la guerre en Ukraine. C'est extrêmement dangereux. C'est aussi pour cela que ce que tu fais, le fait de résister à l'État à titre privé, est extrêmement important. Parce que, là encore, au vu de l'expérience allemande et de l'expérience européenne, quand l'État devient abusif, nous devons essayer de contenir cela d'une manière ou d'une autre. Et l'ingérence de l'Allemagne, en ce moment, est extrême.

L'Allemagne n'est pas seule. Il y a aussi des abus de l'État britannique contre ses propres citoyens. Quand on voit comment les Britanniques essaient en ce moment de s'en prendre à Palestine Action, notamment en l'inscrivant comme organisation terroriste, et avec des décennies de prison pour des personnes qui ont endommagé du matériel de guerre, du matériel servant au génocide, c'est aussi au-delà de tout. Mais c'est simplement pour dire que ton cas s'inscrit malheureusement dans une logique très triste, qui est à l'œuvre en ce moment sur tout le continent européen.

Mais j'aimerais quand même revenir sur cet aspect que tu as brièvement évoqué. Ta propre famille, tes propres parents, n'arrivent pas à comprendre ça. Tu as dit qu'il leur manque le contexte, qu'il

leur manque le cadre pour pouvoir se mettre à la place de ce qui t'arrive aujourd'hui, à toi, leur propre fils. J'ai encore une question à ce sujet, parce que tu es dans le Land de Hesse. Ce que je remarque parfois dans mes échanges avec des collègues allemands, c'est que les Allemands d'Allemagne de l'Est, surtout la génération de tes parents, ont une perception beaucoup plus sensible de ce qui se passe en ce moment.

Et toi, en Allemagne de l'Ouest, avec tes parents originaires d'Allemagne de l'Ouest, qui sont probablement nés ou ont grandi en RFA, donc en République fédérale. Pour eux, la République fédérale a toujours existé, sans interruption. Et puis l'Allemagne de l'Est est venue s'y ajouter. La RDA s'est dissoute. Ce n'était pas une absorption de la RDA par la RFA. Des citoyens de la RFA comme tes parents ont, en quelque sorte, constamment reçu la confirmation que leur vision du monde et leur conception de la bonne Allemagne se vérifiaient encore et encore. Et nous en sommes maintenant au point où quelque chose comme ça peut même t'arriver à toi, et tes parents ne peuvent pas le comprendre. As-tu encore des idées ou des réflexions que tu pourrais partager avec nous à ce sujet ?

#Julian

Le biais de confirmation. Les neurosciences le montrent assez clairement. Enfin, pas de façon totalement claire, mais il est plausible que les gens — et les recherches sur le biais de confirmation le montrent aussi — n'acceptent que les arguments qui confortent et soutiennent leur vision du monde existante. C'est aussi la logique des médias. C'est pourquoi nous avons, dans nos réseaux, des effets comme les bulles de filtre. Des bulles apparaissent partout dans le monde numérique, et nous ne parvenons plus à les percer, parce que les gens n'utilisent, au fond, que les faits qui ne risquent pas de faire s'effondrer leur vision du monde existante. Et c'est certainement le cas de mes parents.

Oui, ils ont grandi en Allemagne de l'Ouest. C'était le schéma classique : faire une formation, peu importe laquelle. Mon père était employé de banque, ma mère assistante médicale. Des métiers classiques et solides. Avec ça, ils ont pu fonder une famille, acheter une maison, élever trois enfants, dans un environnement sûr et aimant. C'est pour ça que j'ai pu avoir une très bonne enfance. Mais ces sécurités-là existent moins aujourd'hui pour les jeunes familles. Et comme tu l'as déjà dit, il y a cette différence entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest. Mon grand-père vient des environs de Leipzig, donc là aussi, il y a un certain passé de fuite. Ils se sont enfuis vers l'Ouest, avant ou pendant la construction du Mur.

Je constate que les gens d'Allemagne de l'Est sont plus sensibles. Ils sont un peu comme des sismographes. Ils savent déjà ce que cela signifie quand un système dérive vers l'autoritarisme, comme cela s'est finalement produit dans ce qui s'appelait la République démocratique allemande. À la fin, les gens n'étaient tout simplement plus libres. Ils étaient tous égaux, certes, mais certains étaient quand même plus égaux que les autres : les fonctionnaires. Autrement dit, ils ont déjà vu que les promesses que les politiques leur font, et aussi les médias — il suffit de penser à la machine

de propagande de la RDA — tout cela, les gens l'ont bien vu, parce que leur quotidien ne correspondait pas à ce que disaient les médias... Je ne me souviens plus exactement du nom de l'équivalent du journal télévisé Tagesschau en RDA.

C'était avant mon époque. Je suis né en mille neuf cent quatre-vingt-dix. Mais dans mon expérience, aujourd'hui, les gens d'Allemagne de l'Est sont effectivement beaucoup plus critiques envers le système, et sans doute aussi davantage critiques envers le gouvernement. Ils voient que les promesses de Helmut Kohl, ces « paysages florissants », ne se sont tout simplement pas réalisées. Et maintenant, ils sont confrontés à la complexité du monde. Ils vivent une immigration venant de toutes les régions du monde, où l'Allemagne, en principe, a aussi directement ou indirectement mis les mains dans le jeu. Et maintenant, ils constatent aussi que les personnes réfugiées qui arrivent en Allemagne... oui, ils ressentent de l'injustice et ne comprennent plus beaucoup de choses.

Et il faut aussi le prendre au sérieux sur le plan subjectif, car les gens ont très peur de l'avenir. Ils ont plutôt tendance, disons, à chercher de l'espoir dans les partis de droite, comme l'AfD, qui gagne bien sûr aussi du terrain. Mais il est fort probable qu'elle ne pourra pas résoudre les problèmes. En fait, elle surfe actuellement sur une vague de peur. Et malgré tout, les gens espèrent que quelque chose se passera, que les choses changeront. À l'Ouest aussi, cela commence un peu à se faire sentir. Cette vague, y compris celle de l'AfD, se renforce. On voit alors les partis dits traditionnels, ou les partis plus anciens, se regrouper et construire une sorte de cordon sanitaire.

Cela veut dire qu'ils abandonnent les divergences de fond au sein du paysage politique et qu'ils disent : nous devons maintenant rester unis pour les empêcher. On construit alors une image classique de l'ennemi : les méchants nazis. Et malheureusement, ça parle aux gens. Même dans le mouvement plutôt de gauche, disons, cela semble porter ses fruits : on ne débat plus du tout des questions de fond, on diffame simplement toute personne qui pense politiquement autrement en la traitant immédiatement de nazi ou de fasciste. Je ne voudrais pas qu'on me comprenne mal : je ne suis pas proche du parti bleu, ni de l'AfD.

Je veux simplement inviter à la réflexion : quand on diffame son adversaire politique, ce n'est plus vraiment un débat démocratique fondé sur les faits, sur des perspectives et des perceptions différentes. Cela devient finalement une forme d'exclusion, et ce ne devrait pas être cela, la démocratie. La démocratie devrait toujours écouter les gens, même s'ils ont une opinion aberrante, raciste ou hostile à l'être humain. Je pense qu'ils devraient malgré tout être entendus. Et il faudrait alors, avec de l'empathie, mais aussi avec des faits clairs, montrer quelles peuvent être les conséquences si telle ou telle chose se produit. Je crois que c'est ainsi qu'on peut mener un débat démocratique, et non par l'exclusion, les insultes et les diffamations.

Oui, je crois que, dans l'Est, les gens sont beaucoup plus avancés sur le plan de la théorie démocratique, parce qu'ils parlent aussi davantage, au quotidien, de leur frustration. En Allemagne de l'Ouest, j'ai parfois l'impression que les gens ressemblent à un troupeau de moutons qui, en quelque sorte, se recroquevillent tous en espérant qu'il ne se passera rien. Mais l'histoire allemande

nous apprend que c'est quelque chose de très dangereux. Hannah Arendt, comme d'autres penseurs et penseuses du vingtième siècle, en a parlé. Ce ne sont donc pas les pensées qui sont dangereuses, c'est le fait même de penser qui est dangereux. Et certaines personnes ont décidé de ne plus vouloir penser du tout.

#Pascal

Oui, et c'est alors la réaction absolument contraire à ce qui se passe. Mais nous sommes de nouveau dans une période assez dangereuse. Peut-être, simplement pour conclure : connais-tu d'autres cas comme le tien, concernant justement des enseignants... Les enseignants ont un rôle très important. Pas seulement parce que ce sont des pédagogues et qu'ils éduquent les enfants, mais aussi parce qu'ils sont des figures d'autorité intellectuelle, des personnes sur lesquelles d'autres parties de la société s'alignent pour se dire : si un enseignant, si une école soutient ou combat un certain discours, cela a aussi une valeur de signal.

Connais-tu d'autres cas où, en Allemagne, des procédures sont actuellement engagées contre des enseignants pour les faire taire ? Parce qu'on essaie de te faire taire, toi. Tu ne peux pas être enseignant et critiquer Israël en même temps. C'est ce qu'on essaie maintenant de t'imposer. Décidez-vous : voulez-vous être fonctionnaire ou exprimer votre opinion sur Israël ? Même si cette opinion est en principe protégée par un droit fondamental. Mais c'est précisément ce qui, à mes yeux, est en train de t'arriver. Connais-tu d'autres cas ?

#Julian

Oui, je connais d'autres cas. Je fais désormais partie d'un réseau de personnes touchées par des interdictions professionnelles. Je ne donnerai pas de noms, mais en faisant quelques recherches, on trouve toute une série d'enseignants. Toutefois, à ma connaissance, je suis le seul à être fonctionnaire titularisé à vie, donc, dans mon cas, fonctionnaire du Land de Hesse. Et là, l'État de droit comme le Land de Hesse vont se casser les dents, parce que je me battrai jusqu'au dernier moment. J'irai au bout de tous les recours juridiquement possibles en Allemagne pour dire : ce que vous faites ici n'est pas seulement juridiquement irresponsable, c'est une dénaturation du droit. Et la majorité de la société sait très bien ce qui est juste et ce qui est injuste, du moins lorsqu'elle est profondément marquée moralement, qu'elle le soit par le christianisme ou par l'islam. Ils savent très bien ce qui est en train de se passer dans le monde.

À ce jour, je ne connais pas d'autre enseignant fonctionnaire. Mais beaucoup de personnes instruites m'écrivent sur différentes plateformes, Instagram, TikTok, par e-mail. Certaines sont d'anciens enseignants, déjà à la retraite depuis longtemps. Elles me remercient aussi pour ma position, pour ma voix claire. Cela me donne évidemment énormément de force et d'élan, et me confirme que je suis sur la bonne voie, et que je suis aussi prêt à m'en prendre au Land de Hesse. D'une certaine

manière, ça me procure déjà du plaisir, parce que j'ai lu hier encore que ce projet de loi avait été présenté au Bundesrat : la négation du droit d'Israël à exister serait désormais passible de jusqu'à cinq ans de prison. C'est donc, en réalité, une catastrophe en matière de politique juridique.

Le propre service juridique du Bundestag allemand a déjà dit que cela était contraire à la Constitution. C'est donc anticonstitutionnel. Ce serait en quelque sorte une loi d'exception visant un seul État en particulier. Ma position est fondée sur les droits humains. Elle s'appuie sur notre Constitution, sur la Loi fondamentale allemande. La dignité humaine est inviolable, et les êtres humains ont un droit à l'existence, mais pas les États. Et cela montre en fait l'absurdité de notre époque. Quand j'étais à la Realschule, j'ai lu Friedrich Dürrenmatt, « La Visite de la vieille dame » ou « Les Physiciens ». Et aujourd'hui, j'ai vraiment le sentiment que nous vivons dans l'une des comédies les plus folles et les plus extravagantes que Friedrich Dürrenmatt lui-même n'aurait pas pu imaginer.

C'est parfois tellement absurde, comme vous le diriez. Et pas seulement Thomas Mann, mais aussi kafkaïen, Franz Kafka. J'ai l'impression que nous vivons comme dans un livre de Franz Kafka. Et ce qui nous aide vraiment, c'est une boussole morale, claire. Mais bien sûr aussi le droit, quand notre Loi fondamentale dit, dans son article premier, que la dignité humaine est inviolable. Et cette dignité vaut naturellement aussi pour les personnes en Palestine, au Soudan, au Congo, et au fond aussi en Allemagne. Il y a un an, lors d'une manifestation, j'ai encore entendu dire que l'Allemagne ne serait libre que lorsque la Palestine le serait aussi. Jusqu'alors, je ne l'avais pas du tout compris.

Entre-temps, le lien m'apparaît de plus en plus clairement, si l'Allemagne décide de vouloir se transformer en État autoritaire. Nous vivons aujourd'hui des réformes sociales qui constituent en réalité un démantèlement de notre État-providence. Les gens ici sont, pour ainsi dire, tellement prisonniers de ce cycle : travailler, dormir, se relever et retravailler. Le système de santé s'affaiblit, on n'investit pas assez. Les écoles tombent en ruine, sans même parler des programmes scolaires, qui ne correspondent plus du tout à l'époque dans laquelle nous vivons. L'Allemagne est donc vraiment en train de se détruire elle-même. Et si des gens comme moi émigrent, il restera en partie une fuite des cerveaux. Il faudrait peut-être aussi le renvoyer comme un miroir aux personnes qui donnent leur voix à l'AfD.

Alors, ce sont les personnes les plus pauvres qui resteront, les personnes âgées, les familles. Elles se retrouveront avec un système de santé désastreux, un système éducatif fragile et une société raciste, qui ne regarde plus ni à gauche ni à droite, mais qui est devenue égoïste. Est-ce vraiment l'Allemagne que vous voulez ici ? J'ai vraiment de grandes inquiétudes quant à l'évolution de l'Allemagne, et j'espère qu'il pourra encore y avoir un changement de cap. Mais à quoi il ressemblera, je ne le sais pas non plus, pour le moment. Pour ma propre vie, je dois évidemment me demander : où est-ce que je reste ? Comment est-ce que je continue ici, si je constate que, moi, en tant qu'enseignant qui fait son travail raisonnablement, l'État me tombe dessus de cette manière ? Il est clair que, tôt ou tard, je finirai aussi par dire : l'Allemagne, pas comme ça.

#Pascal

Oui, et l'Allemagne a une longue histoire : elle pousse ses meilleurs esprits à partir à l'étranger. C'est aussi ce qui est arrivé à Hannah Arendt. Et à beaucoup d'autres. Je ne peux que t'encourager à rester en Allemagne et à te battre là-bas. Mais c'est facile pour moi de le dire. Je suis Suisse et je vis au Japon. D'un autre côté, on peut aussi agir depuis l'extérieur pour que les choses s'améliorent à nouveau chez soi. C'est simplement que le schéma qui se dessine en ce moment, pas seulement en Allemagne mais dans toute l'Europe, est effrayant pour des gens comme nous.

Je suis né en 1985. J'ai cinq ans de plus que toi, mais j'avais la même conviction de base : qu'en Europe, nous avons en fait surmonté cette période sombre. Et maintenant, voir que nous ne l'avons jamais vraiment affrontée, y compris le colonialisme, y compris les autres génocides dont nous, Européens, sommes responsables... Et voir que, plutôt que de faire notre introspection et de dire : cherchons nos erreurs, essayons de faire ce que l'Union soviétique a fait dans les années 90 — pardon, la Russie, donc, dans les années 80 et 90 —, essayons de remettre de l'ordre et de nous demander : où en étions-nous, qu'avions-nous fait de mal ? Au lieu de faire cela, nous allons chercher un ennemi en Russie et dans le Hamas.

Et ceux qui ne participent pas sont forcément du côté du mal et doivent être exclus de la société. Et c'est malheureusement ce qui t'arrive en ce moment. Cher Julian, je te souhaite beaucoup de force. J'espère que tu pourras peut-être, dans quelques mois, nous tenir à nouveau au courant de ce qui t'arrive. Parce que tu es aussi le canari dans la mine, celui qui peut nous renseigner. Ce n'est pas une position agréable. Mais as-tu encore quelque chose que tu voudrais nous dire maintenant ? Et pour les gens qui aimeraient te suivre, y a-t-il un endroit où tu mets tes pensées par écrit ou à l'oral, et où tu les partages avec les gens ?

#Julian

Merci, Pascal, tout d'abord pour l'invitation, et aussi d'avoir donné une tribune à mon histoire. J'aimerais simplement encourager les gens à parler de mon histoire, bien sûr, et à la faire circuler. De même que les histoires de Jacques Baud, Hüseyin Doğru, Ulrike Guérot. Il y a beaucoup de personnes, partout en Europe, pas seulement en Allemagne, mais aussi en France ou en Italie, qui sont touchées par des interdictions d'exercer leur profession. Pour celles et ceux qui souhaitent s'informer davantage, les réseaux sociaux sont vraiment une bonne occasion. On peut me suivre sur Instagram, où je donne régulièrement des nouvelles, mais aussi sur YouTube. De temps en temps, je partage aussi des appels à des actions de solidarité, comme des collectes de dons pour des personnes touchées par des interdictions professionnelles ou par d'autres formes de répression.

Et je pense, ou plutôt j'en suis certain, que c'est seulement en formant une communauté unie et solidaire que nous réussirons à combattre cette injustice. Si chacun se bat pour soi-même et si nous nous laissons diviser, alors nous sommes perdus. L'histoire nous l'a aussi appris. Il y a cette belle phrase : d'abord, ils sont venus chercher les communistes, mais je me suis tu, parce que je n'étais

pas communiste. Ensuite, ils sont venus chercher les Juifs, mais je me suis tu, parce que je n'étais pas juif. Et à la fin, ils sont venus me chercher, et il ne restait plus personne pour s'y opposer. C'est pourquoi l'unité, la communauté, c'est ce qui devrait nous distinguer en tant qu'êtres humains, plutôt que de nous massacrer les uns les autres.

#Pascal

Oui, et l'attachement aux principes fondamentaux que nous partageons tous, y compris la Loi fondamentale, les constitutions. Il faut aussi rappeler à l'État qu'il doit lui-même les respecter. C'est ce qui lui pose un peu problème en ce moment. J'espère aussi que nous y arriverons encore. Nous en reparlerons. Cher Julian Hundt, merci pour votre temps.

#Julian

Bien le bonjour du Japon. Merci beaucoup, Pascal.